

TROIS CONDITIONS POUR LA RÉUSSITE DE LA MISSION DE « PLUS HAUT NIVEAU » DE L'UNION AFRICAINE AU BURUNDI



1. Il y a une semaine, se tenait, à Addis-Abeba, le 26^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine. La crise au Burundi y a ravi la vedette par rapport aux autres points inscrits à l'ordre du jour de ce Sommet. Ses conclusions sur cette crise, dans lesquelles plusieurs acteurs burundais, des témoins et des analystes extérieurs vivent et/ou perçoivent des déshumanisations sans nom ; certains allant jusqu'à parler de génocide, ont révélé, si besoin en était encore, sa gravité, non seulement au Burundi, mais aussi au-delà de ses frontières.
2. Pour la première fois dans l'histoire de l'Union Africaine (UA) -Organisation de l'Unité Africaine (OUA) de 1963 à 2002-, la Commission a été contredite par le Sommet des Chefs d'État. Les noms à la tête de l'opposition au déploiement de la « Mission Africaine pour la Prévention et la Protection au Burundi » (MAPROBU) ont les plus intéressés les médias. Les défenseurs du déploiement sont demeurés dans l'ombre. Aucune voix ne s'est levée pour défendre dans les médias ce projet pourtant porté de bout en bout par la Commission de l'Union Africaine.
3. Pourquoi les Chefs d'État et de Gouvernement n'ont-ils pas conclu dans le sens de la Commission et du Conseil de Paix et de Sécurité ? Les centaines de morts, la plupart étant victimes d'exécutions extrajudiciaires opérées par des membres des corps de défense et de sécurité, dont l'API (Appui à la Protection des Institutions), une unité de police intégrée dans la Brigade Spéciale pour la Protection des Institutions, n'alertent-elles pas encore suffisamment leur responsabilité ? Les 250.000 burundais qui ont cherché refuge dans les pays voisins et la centaine de journalistes et de leaders de la société civile ainsi que des leaders de l'opposition réfugiés dans ces mêmes pays ou en occident ne suffisent-ils pas encore pour peser sur leur conscience ? La naissance désormais assumée de mouvements de résistance armée qui constituent un

ingrédient d'une guerre civile devenue une réalité n'a-t-elle pas été suffisamment perçue comme porteuse de risques d'une conflagration plus étendue ? Les propos sournois ou officiellement assumés de responsables de l'État ou du parti au pouvoir (le CNDD-FDD) qui, tout en assurant qu' « il n'y aura pas de génocide au Burundi », n'en font pas moins le lit, et le discours à relents pseudo-nationalistes et panafricanistes mais combien hostiles à un pays voisin, à la Commission de l'Union Africaine et aux partenaires traditionnels du Burundi ne leur montrent-ils pas suffisamment les dangers d'une répétition de drames comparables à ceux qui ont frappé la Région à la fin du 20^{ème} siècle ? L'effondrement de l'économie et des finances burundaises et ses effets dévastateurs sur la vie matérielle des citoyens ne pèse-t-elle pas encore suffisamment pour que soit perçue l'incapacité conséquente des pouvoirs publics à répondre à leurs obligations vis-à-vis des citoyens burundais ?

4. Ces faits inquiétants auraient dû amener les Chefs d'État et de Gouvernement des États de l'Union Africaine à décider de se mettre en urgence au chevet d'un Burundi qui chaque jour descend aux enfers. La visite qu'effectueront bientôt les Présidents d'Afrique du Sud, du Gabon, de Mauritanie et du Sénégal ainsi que le Premier ministre de la République Fédérale d'Ethiopie redressera-t-elle la barre et redorer ainsi le blason d'une Union Africaine vraisemblablement désarmée face à la crise burundaise ? Les propos du ministre gabonais des affaires étrangères sur Radio France Internationale le 8 février 2016 indiquent l'objectif sur lequel se focaliseront ces Chefs d'État et de Gouvernement : amener les autorités du Burundi à accepter des négociations inclusives pour trouver une solution politique à la crise que traverse le Burundi depuis bientôt une année.
5. Réussiront-ils ce pari ? Ils en ont l'obligation. Sinon le Burundi continuera à s'enfoncer dans la crise et nécessitera demain une cure de cheval que la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, l'Union Africaine, l'Union Européenne et l'Organisation des Nations Unies seront dans l'obligation de lui administrer sans demander l'aval du pouvoir de Bujumbura. Cette fois-là, ils n'hésiteront même plus à le rendre directement responsable de la détérioration de la situation. Mais ce sera à quel prix !
6. Que faire alors pour que la situation ne dégénère pas jusque-là ? La délégation « de plus haut niveau » qui incessamment va se rendre au Burundi au nom du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine devra y aller, non seulement au nom des États et de leurs Chefs, mais aussi et surtout au nom des peuples, celui du Burundi et ceux de la Région des Grands Lacs en particulier. Car ce sont ces derniers qui, les premiers, subissent les conséquences de la crise du « 3^{ème} mandat ». Les Chefs d'État et de Gouvernement qui se rendront bientôt au Burundi doivent en conséquence identifier objectivement les raisons qui poussent le pouvoir de Bujumbura à refuser systématiquement ce qui lui est proposé pour résoudre la crise.
7. Des informations qui circulent sur les réseaux sociaux font prévaloir que Pierre Nkurunziza considère comme des diables (Satan) qui le soumettent à la tentation tous ceux qui lui proposent de lâcher du lest et, pourquoi pas, consentir un sacrifice personnel pour laisser émerger une solution qui sauve, libère et protège le Burundi et son peuple. Il l'a fait vis-à-vis de la Communauté de l'Afrique de l'Est, il l'a fait pour l'Union Africaine, il l'a fait pour les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies,

il vient de récidiver à l'endroit de l'Union Africaine... Avec quelles armes partent alors les Présidents Jacob Zuma, Macky Sall, Ali Bongo Ondimba, Mohamed Ould Abdel Aziz et le Premier Ministre de l'Ethiopie Hailemariam Desalegn, pour s'assurer que le même sort ne leur sera pas réservé? Que feront-ils au cas où, comme vis-à-vis de plusieurs autres initiatives ayant précédé, Pierre Nkurunziza les range parmi les « apôtres de satan » et se refuse à toute ouverture ? Cette mission paraît être celle de la dernière chance. Elle est en conséquence cruciale pour l'avenir du Burundi, de Pierre Nkurunziza lui-même et de son pouvoir. Ses résultats conforteront ou affaibliront la crédibilité de l'Union Africaine.

8. Le minimum attendu est que le pouvoir de Bujumbura accepte et s'engage désormais à dialoguer/négocier avec son opposition sans aucun préalable. Mais jusqu'à présent, ce pouvoir rétorque qu'une Commission Nationale chargée du Dialogue Inter-burundais (CNDI) est déjà à l'œuvre depuis plusieurs mois et qu'elle organise des consultations à travers les provinces du pays. Elle aurait même un programme d'impliquer les communautés burundaises évoluant à l'extérieur du pays. Pour Bujumbura, y aurait-il dialogue plus que cela ? Les séances déjà organisées ont donné le ton sur les objectifs visés : une remise en cause de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi sous plusieurs de ses dispositions qui avaient garanti au pays une décennie de paix. Dans ces « consultations », des défenseurs du système tirent à boulets rouges sur les équilibres ethniques prescrits par l'Accord d'Arusha au sein des institutions nationales de la République : l'Assemblée Nationale, le Sénat et le Gouvernement ainsi que dans les corps de défense et de sécurité. La limitation des mandats du Président de la République est attaquée de toutes parts afin qu'elle laisse la libre voie à une « République monarchique » dont l'« heureux élu » devrait pouvoir régner jusqu'à la fin de sa vie, à l'instar des monarques du vieux Royaume du Burundi ! Des mensonges qui profilent insidieusement une haine ethnique et d'autres insanités inacceptables y sont souvent déversés et tolérés.
9. À analyser les choses de près, les consultations de la Commission Nationale pour le Dialogue Inter-burundais (CNDI) devraient se conclure par la mise au placard de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi pour lui substituer une « charte nationale de la démocratie ». Or c'est un texte de ce genre, même s'il n'est pas ainsi titré, qui constitue le cœur de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, dans son protocole II. Ce dernier porte sur la démocratie et la bonne gouvernance. Dans son chapitre II, il égrène les principes constitutionnels coulés d'ailleurs, presque in extenso, dans la Constitution adoptée par referendum le 18 mars 2005. Pierre Nkurunziza et le parti CNDD-FDD étaient parmi les maîtres d'œuvre de ce processus. Pierre Nkurunziza était le numéro 3 de l'Exécutif de transition et occupait les responsabilités stratégiques de « ministre d'État chargé de la bonne gouvernance et de l'Inspection de l'État ». Plusieurs autres ministres originaires du CNDD-FDD étaient membres du Gouvernement de transition qui a fait cheminer ce processus avec le concours d'une Assemblée Nationale de transition dominée par le parti CNDD-FDD. Selon cet Accord, le régime politique et institutionnel burundais doit associer dans un équilibre savant les préoccupations liées à la démocratie et la sécurité. Tout ce qui irait dans le sens contraire ferait planer sur le pays de graves risques d'instabilité que l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi contenait jusqu'aujourd'hui et qu'il devait pouvoir totalement maîtriser d'ici quelques décennies, peut-être même en un quart de siècle.

GIRA IJAMBO!

Peuple burundais, chers compatriotes, parce que ce pays est aussi le votre, par "Gira Ijambo", je vous propose, toutes générations confondues de vous engager avec moi dans l'édification d'« UN BURUNDI PAISIBLE ET SÉCURISÉ, RÉCONCILIÉ, DÉMOCRATIQUE, ÉCOLOGIQUE, PROSPÈRE, SOLIDAIRE, FIER DE LUI ET INTÉGRÉ DE FAÇON DYNAMIQUE DANS UNE RÉGION DES GRANDS LACS EN MUTATION».



En effet, cet Accord visait l'émergence d'un « burundais nouveau » à l'abri des querelles ethniques meurtrières. Pourquoi alors le pouvoir de Bujumbura cherche-t-il obstinément à mettre une croix sur un Accord qui avait un objectif aussi noble ? Ceux qui sont engagés dans cette aventure dangereuse devraient se rappeler d'une erreur du genre commise par ceux qui militaient pour une démocratie qui intègre tous les citoyens burundais dans les années 1962-1965. Ceux qui voulaient forcer rapidement le cours de l'histoire ont commis une erreur fatale dont les conséquences nous pèsent dessus aujourd'hui. Ils portent la responsabilité historique « d'avoir fait échouer une étape de la démocratisation du Burundi qui était pourtant la manifestation solennelle du peuple ».

10. Si les Chefs d'État et de Gouvernement qui viendront incessamment à Bujumbura parviennent à faire comprendre cela à Pierre Nkurunziza, ils auront posé un jalon important pour l'arrêt des violences au Burundi, le retour à une « démocratie sûre et rassurante » pour tous les citoyens burundais et la conjuration à jamais des démons du génocide qui hantent plusieurs esprits. Pour y arriver, ces « médiateurs de la dernière chance » devraient obtenir des burundais, particulièrement des protagonistes de la présente crise, ce qui suit :

a) **Une définition objective des partenaires du dialogue/des négociations.**

Jusqu'aujourd'hui, le pouvoir de Bujumbura exclue catégoriquement ceux qu'ils qualifient de « putschistes ». Une liste publiée par la Secrétaire Générale du Parquet Général de la République révèle de qui il s'agit : les opposants de premier plan. Pourtant, c'est avec eux que le pouvoir doit plutôt avoir le courage de négocier l'arrêt immédiat des violences, la reconstruction urgente des secteurs (corps de défense et de sécurité, partis politiques, société civile, médias...) aujourd'hui fortement déstabilisés ainsi que des rectificatifs à apporter dans la composition et le fonctionnement de la Cour Constitutionnelle et de la Commission Nationale Électorale Indépendante avant l'organisation de véritables élections pluralistes et inclusives garanties de liberté, de transparence, de justice et d'équité. Les burundais ne devraient pas avoir la mémoire courte.

Il y a une vingtaine d'années, quand ceux qui œuvraient pour la paix parlaient de négociations incluant le CNDD-FDD, les partisans de l'ordre ancien rétorquaient que « jamais il n'y aura de négociations avec les Groupes Tribalo-Terroristes Génocidaires » ! D'autre part, on sait que Pierre Nkurunziza avait été lui-même condamné à mort sous le pouvoir de Pierre Buyoya (après son coup d'État du 25 juillet 1996) pour avoir posé des mines antichars dans la capitale Bujumbura qui avaient fait plusieurs victimes. Pourtant, entre 2001 et 2003 des négociations ont eu lieu avec le CNDD-FDD qui avait à sa tête Pierre Nkurunziza ! Personne ne peut nier que ces négociations ont apporté la paix au Burundi. Les négociations qui

ont eu lieu au entre 1998 et 2003 ont mis face à face ceux qui étaient à l'origine du coup d'État du 21 octobre 1993 et leurs victimes, y compris ceux qui avaient pris les armes, donc le CNDD-FDD.

Les négociations aujourd'hui réclamées doivent mettre face à face ceux qui sont à l'origine des dérèglements actuels partis de la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi pour obtenir à tout prix un 3^{ème} mandat illégal et illégitime de Pierre Nkurunziza et tous ceux qui s'y sont opposés, y compris ceux que le pouvoir qualifie de « putschistes ». C'est la clé de la paix au Burundi.

- b) **La durée des négociations devra être la plus courte possible.** Dès que la question des parties aux négociations sera levée, il ne restera qu'à réunir les autres moyens nécessaires pour assurer les meilleures conditions aux négociations. La première de ces conditions concerne la disponibilité permanente du Médiateur pour qu'une fois lancées, les négociations se déroulent non-stop. Est-ce que le Président Yoweri Kaguta Museveni, Chef d'un État, de plus aujourd'hui en campagne électorale, pourra-t-il seul s'acquitter efficacement de cette mission ? Il demeurera à la tête de la Médiation nanti de la maîtrise qu'il a des questions burundaises et du soutien que l'Union Africaine, les Nations Unies et plusieurs autres partenaires lui ont témoigné et continuent à lui témoigner.

Mais pour des besoins d'efficacité, il pourra être adjoint d'une personnalité, de préférence un ancien Chef d'État, qui poursuivra la Médiation chaque fois que les responsabilités du Président Yoweri Kaguta Museveni ne lui permettraient pas d'être personnellement présent. Une autre question à résoudre concerne les moyens financiers. Ils devront être suffisants pour permettre le respect de cette cadence. Ici, ce sont les bailleurs de fonds qui sont interpellés et qui doivent agir. Dès lors, la Médiation et les négociateurs pourront s'enfermer pendant un mois au plus, pour sortir de là avec un accord qui soulage les burundais et préserve la Région des Grands Lacs d'une crise comparable à celle qu'elle a connue entre 1990 et 2003.

- c) **La garantie et la protection de l'accord qui sera conclu.** Ici revient cette question de la Mission Africaine pour la Prévention et la Protection au Burundi (MAPROBU). Si on suit la logique des processus de paix en Afrique et ailleurs dans le monde, il s'avérera nécessaire que l'Union Africaine ou l'Organisation des Nations Unies déploie au Burundi une structure pour garantir la mise en application et le suivi de l'accord conclu.

Cette structure pourra comprendre une composante civile et une composante militaire. Cette dernière pourra être celle aujourd'hui envisagée sous le concept MAPROBU. Elle aura les missions suivantes : assurer la protection des populations, s'interposer partout où sont présents des groupes armés, patrouiller, si besoin, le long des frontières redoutées être des passoirs pour l'infiltration d'éléments armés, désarmer les IMBONERAKURE et les autres groupes armés, accompagner le processus de reconstruction des corps de défense et de sécurité, assurer la sécurité des leaders politiques qui rentrent d'exil et sécuriser le processus électoral...

11. Voilà des pistes que pourraient emprunter les Chefs d'État et de Gouvernement qui, au nom de l'Union Africaine, vont bientôt se rendre à Bujumbura, pour ce que je considère comme « une mission de la dernière chance ». Le vœu est que cette mission parvienne à infléchir les positions du pouvoir qui jusqu'à présent se complait dans un radicalisme qui, loin s'en faut, ne constitue nullement une réponse à la crise que traverse aujourd'hui le Burundi.

Gira Ijambo

Président Sylvestre NTIBANTUNGANYA

10 février 2016